

DIFFUSION RESTREINTE

TD_KIGALI_1994_00107.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

1

A7000000012414D146006B.24T\000=4-DD

-2DAM

-CMB CM5 PR3 PR4 PR5 2AM 3NU 2STR CM4 CMC 2MDH 2DJ 2DIP

-DIFF

TD KIGALI 107

LE 4 FEVRIER 1994

KGLI LE 04/02/94 A 16H31

URGENT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

ORIGINE : L'AMBASSADEUR

NB : DISTRIBUTION DIRECTEURS

AD DIPLOMATIE 107

CQ ARMEES PARIS 17

CQ ADDIS ABEBA 2

CQ DAR ES SALAM 11

CQ KINSHASA 13

CQ WASHINGTON 14

NB : SERVIR : DAM - CM5 - CMB - PR4 - PR5

TXT

CQ MINDEFENSE PARIS 21

CQ MINCOOP PARIS 46

CQ BUJUMBURA 20

CQ KAMPALA 11

CQ NAIROBI 13

CQ DFRA NEW YORK 18

OBJET : SITUATION POLITIQUE AU RWANDA.

RESUME : TANDIS QUE LES PRESSIONS INTERNATIONALES S'ACCROISSENT,
LA SITUATION POLITIQUE RWANDAISE RESTE BLOQUEE.

X X X

TEXTE : LES PRESSIONS INTERNATIONALES SUR LES ACTEURS DE LA
CRISE RWANDAISE S'INTENSIFIENT. APRES LE SEJOUR DU MINISTRE DELEGUE
AUX QUESTIONS HUMANITAIRES ET AUX DROITS DE L'HOMME, LE SECRETAIRE
D'ETAT ADJOINT AMERICAIN POUR LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES S'EST
A SON TOUR RENDU A KIGALI, OU IL A ETE RECU PAR LE CHEF DE L'ETAT,
LE PREMIER MINISTRE ET LE GENERAL KAGAME (A MULINDI). COMME L'AVAIT
FAIT MME MICHAUX-CHEVRY, M. BENNET S'EST EXPRIME SANS DETOURS. CETTE
FRANCHISE, SANS DOUTE QUELQUE PEU DENUUEE D'HABILETE, A MEME SUSCITE
UNE REACTION VIRULENTE DU PREMIER MINISTRE QUI L'A APPELE A SE
LIMITER A DES "CONSEILS".

LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, QUI S'ETAIT ENTRETENU
AVEC LE PRESIDENT HABYARIMANA VERS LA MI-JANVIER, LUI A ADRESSE LE
27 JANVIER UNE LETTRE COURTOISE MAIS FERME L'APPELANT A DEBLOQUER LA
SITUATION. LA RECENTE MISSION DE LA COMMISSION EUROPEENNE AU RWANDA,
COMME LA REUNION PREPARATOIRE A LA TABLE RONDE DU PNUD, ONT
CONTRIBUE A CONVAINCRE LES RESPONSABLES RWANDAIS QUE LE
POURRISSMENT DE LA SITUATION LES PRIVERAIT DES CONCOURS DE LA
PLUPART DES BAILLEURS DE FONDS ET PAS SEULEMENT D'UN APPUI A
L'AJUSTEMENT STRUCTUREL.

D'AUTRES DEMARCHES SONT EN COURS : SELON LE REPRESENTANT DU
SECRETAIRE GENERAL DE L'OUA, LE CONSEIL DES MINISTRES DE
L'ORGANISATION DEVRAIT ETRE MIS A PROFIT POUR UNE CONCERTATION ENTRE
LE SECRETAIRE GENERAL ET LE MINISTRE TANZANIE DES AFFAIRES
ETRANGERES AFIN DE VOIR SI UNE INITIATIVE PEUT ETRE PRISE. LES 3
AMBASADEURS DE L'UNION EUROPEENNE ET CELUI DES ETATS-UNIS REVERRONT
EN DEBUT DE SEMAINE PROCHAINE LE CHEF DE L'ETAT, LE FUTUR PREMIER
MINISTRE ET LE FPR. LE PRESIDENT DU FRONT PATRIOTIQUE, DE PASSAGE A
WASHINGTON, DEVRAIT ETRE RECU PAR M. MOOSE POUR UN "SERMON", SELON
MON COLLEGE AMERICAIN.

LA SITUATION RESTE NEANMOINS BLOQUEE A CE STADE. EN CE QUI
CONCERNE LA PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE NATIONALE DE TRANSITION ET
AU GOUVERNEMENT, IL SEMBLE QUE M. TWAGIRAMUNGU AIT FAIT LE 1ER
FEVRIER UN GESTE, EN PROPOSANT LE PANACHAGE DES DEUX LISTES DE
DEPUTES CONCURRENTES DU PARTI LIBERAL, L'ENTREE AU GOUVERNEMENT DE
M. MUGENZI, PRESIDENT DE CE PARTI, ET D'UN OU DEUX MINISTRES MDR DE
LA FACTION RIVALE DE LA SIENNE. CETTE OFFRE AURAIT EU L'AVAIL DU FPR.
M. MUGENZI, APRES AVOIR ACCEPTE, SE SERAIT ENSUITE RETRACTE. S'IL NE

DIFFUSION RESTREINTE

215

DIFFUSION RESTREINTE

TD_KIGALI_1994_00107.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

2

M'A PAS CONFIRME QUE CETTE PROPOSITION LUI AVAIT ETE FAITE, M. MUGENZI NE M'EN A PAS MOINS TENU DES PROPOS INTRANSIGEANTS, JUGEANT QUE LE MELANGE DES LISTES N'ETAIT PAS ACCEPTABLE ET REVENANT SUR LE PROBLEME DE L'ATTRIBUTION DU PORTEFEUILLE DE LA JUSTICE A UN TUTSI.

DES TRACTATIONS DIRECTES ENTRE LE MRND (PARTI PRESIDENTIEL) ET LE FPR SE SONT PARALLELEMENT DERoulees EN FIN DE SEMAINE DERNIERE ET AURAIENT ABOUTI A UN ACCORD DE PROCEDURE PERMETTANT DE METTRE SUR PLACE LES INSTITUTIONS DE TRANSITION, EN LAISSANT A LA JUSTICE LE SOIN DE TRANCHER LES CAS LITIGIEUX EN CE QUI CONCERNE LES DEPUTES. MAIS LE MRND N'AURAIT PAS CONFIRME CET ACCORD, QUI FERAIT L'OBJET DE DEBATS INTERNES.

LES INITIATIVES VISANT A ELABORER UN ACCORD ASSURANT AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE UNE CERTAINE GARANTIE CONTRE UNE MISE EN ACCUSATION MARQUENT AUSSI LE PAS. LES DISCUSSIONS SE POURSUIVENT ENTRE LES PARTIS D'OPPOSITION SUR LE CONTENU ET LA FORME D'UNE TELLE GARANTIE. LE FPR ADOpte UNE ATTITUDE AMBIGUE : S'IL ASSURE NE PAS VOULOIR METTRE EN CAUSE LE CHEF DE L'ETAT, IL N'EXCLUT PAS "L'ACTION SPONTANEE DE VICTIMES". DU COTE PRESIDENTIEL, LA MEFIANCE RESTE GRANDE A L'EGARD D'UN ARRANGEMENT QUI RISQUE DE N'ETRE PAS RESPECTE PAR LA SUITE.

IL SEMBLE BIEN PAR AILLEURS QUE LES EVENEMENTS DU BURUNDI PESENT LOURDEMENT SUR LA SITUATION AU RWANDA : LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, QUI NE CESSE DE REVENIR SUR LA CRISE QUI AFFECTE LE PAYS VOISIN, SERA D'AUTANT MOINS ENCLIN A CEDER DU TERRAIN QU'IL N'A PAS L'ASSURANCE DE VOIR SON FLANC SUD CONSOLIDE PAR L'ENTREE EN FONCTION D'UN CHEF D'ETAT HUTU.

DANS CE CONTEXTE, LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL S'INQUIETE DES DISTRIBUTIONS D'ARMES DANS LE PAYS. LA MINUAR, QUI A TENU LE 3 FEVRIER UNE REUNION SUR LA SECURITE DE KIGALI AVEC LES RESPONSABLES RWANDAIS, POURRAIT S'ATTACHER A CERTAINES CACHES DANS LES PROCHAINS JOURS, SI NEW-YORK DONNE SON ACCORD./.

MARLAUD

DIFFUSION RESTREINTE